

Chapitre 1 : Croissance, fluctuations et crises

Cours réalisé à partir des cours de Sandrine Parayre et Alain Beitone

Le programme officiel :

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
1.1 Quelles sont les sources de la croissance économique ?	PIB, IDH, investissement, progrès technique, croissance endogène, productivité globale des facteurs, facteur travail, facteur capital.	En s'appuyant sur le programme de première, on s'interrogera sur l'intérêt et les limites du PIB. L'étude de séries longues permettra de procéder à des comparaisons internationales. À partir d'une présentation simple de la fonction de production, on exposera la manière dont la théorie économique analyse le processus de croissance. On fera le lien entre la productivité globale des facteurs et le progrès technique et on introduira la notion de croissance endogène en montrant que l'accumulation du capital, sous ses différentes formes participe à l'entretien de la croissance. On mettra l'accent sur le rôle des institutions et des droits de propriété. Acquis de première : facteurs de production, production marchande et non marchande, valeur ajoutée, productivité, institutions, droits de propriété, externalités.
1.2 Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?	Fluctuations économiques, crise économique, désinflation, dépression, déflation	L'observation des fluctuations économiques permettra de mettre l'accent sur la variabilité de la croissance et sur l'existence de périodes de crise. On présentera les idées directrices des principaux schémas explicatifs des fluctuations (chocs d'offre et de demande, cycle du crédit), en insistant notamment sur les liens avec la demande globale. On analysera les mécanismes cumulatifs susceptibles d'engendrer déflation et dépression économique et leurs conséquences sur le chômage de masse. Acquis de première : inflation, chômage, demande globale.

Plan du cours :

I. Quelles sont les sources de la croissance économique ?	3
A. La croissance économique et sa mesure	3
1. Qu'est-ce que la croissance ?	3
Document 1 : doc 1 p 91 du manuel (Magnard)	3
Document 2 : doc 2 p 91 du manuel (Magnard)	3
Document 3 : Taux de croissance annuel moyen depuis l'an 1000 (en %)	3
2. Intérêt et limites du PIB comme indicateur	4
Document 4 : Croissance et développement	4
Document 5 : doc 5 p 93 du manuel (Magnard)	4
Document 6 : Les limites du PIB	5
Document 7 : doc 8 p 94 du manuel (Magnard)	6
Document 8 : L'indicateur de développement humain	6
Document 9 : doc 9 p 95 du manuel (Magnard)	6
Document 10 : L'indice de richesse globale	6
B. Les facteurs de la croissance économique	7
1. Croissance intensive et extensive	7
Document 11 : Capital, travail et progrès technique	7
Document 12 : doc 7 p 101 du manuel (Magnard)	8
Document 13 : La fonction de production	8
Document 14 : L'accumulation du capital	9
Document 15 : Travail et capital	9
Document 16 : L'investissement et la FBCF	10
Document 17 : Contribution des facteurs à la croissance économique	10
Document 18 : La croissance exogène	11
2. Expliquer le résidu de Solow	11
Document 19 : Progrès technique et innovations	11
Document 20 : Innovations incrémentales et innovations majeures	12
Document 21 : Croissance et destruction créatrice	12
Document 22 : Les théories de la croissance endogène	12
Document 23 : Croissance endogène et progrès technique	13
Document 24 : Croissance et démocratie	13
Document 25 : Croissance et institutions	15
II. Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?	16
A. Croissance effective, croissance potentielle et cycle	16
Document 26 : L'instabilité de la croissance en France	16
Document 27 : Les fluctuations de la croissance économique	16
Document 28 : L'instabilité de la croissance	17
B. Choc d'offre, choc de demande et cycle du crédit	17
Document 29 : La réunification allemande : un choc de demande positif pour l'ex-RFA	17
Document 30 : Le tremblement de terre au Japon de 2011	18
Document 31 : Un choc pétrolier : un choc de demande et un choc d'offre	18
Document 32 : Crises financières et cycle de crédit	18
C. Les conséquences cumulatives des crises	19
Document 33 : De la crise financière à la crise économique en 2008	19
Document 34 : document 15 p 122 du manuel (Magnard)	19
Document 35 : document 11 p 120 du manuel (Magnard)	19

I. Quelles sont les sources de la croissance économique ?

A. La croissance économique et sa mesure

1. Qu'est-ce que la croissance ?

Document 1 : doc 1 p 91 du manuel (Magnard)

Questions :

- 1/ Qu'est-ce que la valeur ajoutée ? Comment calcule-t-on le PIB ?
- 2/ Que signifie le PIB réel ? Pourquoi mesurer la croissance à travers l'évolution du PIB réel et non courant ?
- 3/ Pourquoi préférer utiliser l'évolution du PIB par habitant à l'évolution du PIB pour mesurer la croissance ?
- 4/ Quelle est la différence entre la croissance et l'expansion ? Et entre la croissance et le développement ?

Document 2 : doc 2 p 91 du manuel (Magnard)

Questions :

- 1/ Pourquoi calcule-t-on le PIB mondial en parité de pouvoir d'achat (PPA) ?
- 2/ A partir de quelle période observe-t-on une augmentation significative du volume de production ? Faites le lien avec la révolution industrielle (1780-1880)

Document 3 : Taux de croissance annuel moyen depuis l'an 1000 (en %)

	1000-1500	1500-1820	1820-1870	1870-1913	1913-1950	1950-1973	1973-1998
PIB par habitant							
Europe de l'Ouest	0.13	0.15	0.95	1.32	0.76	4.08	1.78
Pays d'immigration européenne	0.00	0.34	1.42	1.81	1.55	2.44	1.94
Japon	0.03	0.09	0.19	1.48	0.89	8.05	2.34
Asie (à l'exclusion du Japon)	0.05	0.00	- 0.11	0.38	- 0.02	2.92	3.54
Amérique latine	0.01	0.15	0.10	1.81	1.42	2.52	0.99
Europe de l'Est et ex-URSS	0.04	0.10	0.64	1.15	1.50	3.49	- 1.10
Afrique	- 0.01	0.01	0.12	0.64	1.02	2.07	0.01
Monde	0.05	0.05	0.53	1.30	0.91	2.93	1.33

PIB							
Europe de l'Ouest	0.30	0.41	1.65	2.10	1.19	4.81	2.11
Pays d'immigration européenne	0.07	0.78	4.33	3.92	2.81	4.03	2.98
Japon	0.18	0.31	0.41	2.44	2.21	9.29	2.97
Asie (à l'exclusion du Japon)	0.13	0.29	0.03	0.94	0.90	5.18	5.46
Amérique latine	0.09	0.21	1.37	3.48	3.43	5.33	3.02
Europe de l'Est et ex-URSS							
	0.20	0.44	1.52	2.37	1.84	4.84	- 0.56
Afrique	0.06	0.16	0.52	1.40	2.69	4.45	2.74
Monde	0.15	0.32	0.93	2.11	1.85	4.91	3.01

Source : d'après A.Maddison (2001), *L'économie mondiale : une perspective millénaire*, OCDE.
(Les pays d'immigration européenne regroupent les États-Unis, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie).

Questions :

- 1/ Qu'est-ce qu'un taux de croissance annuel moyen ? Comment peut-on calculer les chiffres présentés dans le document 3 à partir des données du document 2 ?
- 2/ A partir de quand constate-t-on une accélération de la croissance économique en Europe de l'Ouest ? Au Japon ?
- 3/ Comparez les taux de croissance de la période 1950-1973 et ceux de la période 1973-1998.

2. Intérêt et limites du PIB comme indicateur

Document 4 : Croissance et développement

« La croissance économique est souvent présentée comme le remède à de nombreux maux. Dans les pays développés, c'est sa reprise qui devrait permettre de diminuer le chômage, de restaurer l'équilibre des comptes publics ... Dans les pays en développement, elle est attendue pour réduire la pauvreté et accroître le bien-être des populations. Elle semble d'autant plus être la panacée qu'elle est souvent un processus cumulatif : la croissance appelle la croissance ».

Marc Montoussé, « La croissance », in **Cahiers français**, n°345 *Découverte de l'économie tome 1 Concepts, mécanismes et théories économiques*, La documentation française juillet-août 2008.

Questions :

- 1/ Selon l'auteur, pourquoi la croissance économique est-elle désirable ?

Document 5 : doc 5 p 93 du manuel (Magnard)

Questions :

- 1/ Quelles sont les limites du PIB comme indicateur de bien-être mises en avant dans le texte ?

Document 6 : Les limites du PIB

a) Des problèmes de mesures et de conventions

Comme tout indicateur, le PIB repose sur des conventions toujours sujettes à controverses ou susceptibles d'évoluer. [...] Initialement cantonné, par conséquent, aux activités pour lesquelles existent des prix de marché, il a, en 1973, été enrichi avec la prise en compte de certaines activités non marchandes (éducation, santé, administration...), comptabilisées au coût des facteurs, sans tenir compte ni de leur qualité ni des résultats effectifs. [...] Le PIB se concentre sur les productions réalisées sur un territoire par ses résidents. Cette convention définit la « *nation* », sans référence à la nationalité des agents. C'est précisément pour tenir compte de ces éléments que les comptables nationaux mesurent aussi le Revenu national brut (RNB) (qui a succédé au *produit national brut*, PNB, depuis 1993) en ajoutant au PIB le solde des revenus de facteurs (salaires et profits) échangés avec le reste du monde [...] La différence est d'autant plus grande que l'économie concernée est petite et ouverte sur l'extérieur : les profits réalisés par des sociétés étrangères sont ainsi comptabilisées dans le PIB sans pour autant alimenter le pouvoir d'achat des citoyens du pays concerné.[...]

b) PIB et bien-être

Bien que la plupart des commentateurs se concentrent sur l'évolution du PIB, c'est celle du PIB par habitant qui importe pour comparer les niveaux de vie : cela permet de tenir compte des facteurs démographiques. Mais cette moyenne est toujours susceptible de masquer des évolutions dans la répartition des revenus : son augmentation peut ainsi aller de pair avec une amplification des disparités mettant en cause la cohésion sociale [...]. Au-delà même de la distribution des revenus et des patrimoines, le PIB ne tient pas compte des inégalités dans l'accès aux services publics, à l'éducation, à la culture, à la santé, qui peuvent entraver l'obtention d'une croissance forte et régulière sur le long terme, [...].

Plus largement, une mesure qui ne comptabilise que les activités transitant par les marchés ne saurait prétendre à l'évaluation du bien-être : elle ne tient, en effet, aucun compte du « loisir », c'est-à-dire du temps consacré aux activités non monétarisées, et ignore, en particulier, l'essentiel de la production domestique ou bénévole (qui représente pourtant l'équivalent de un million d'emplois à temps plein dans notre pays), réalisée notamment dans le cadre des associations ; tout ce que les individus produisent pour eux-mêmes et leur famille en est exclu alors que cela représenterait entre 30 et 40 % du PIB classique [...] ; dès lors, chaque fois qu'une activité passe du non marchand au marchand, le PIB augmente, alors même que l'accroissement du bien-être général est loin d'être évidente ; inversement, comme le soulignait Alfred Sauvy, « épousez votre femme de ménage et vous ferez baisser le PIB » ; de même, alors que le temps consacré aux déplacements, notamment domicile-travail, est implicitement traité comme du loisir, les dépenses qu'ils engendrent augmentent le PIB : plus on consomme de carburants, plus il y a d'embouteillages, plus il y a aussi d'accidents automobiles et plus la croissance est forte. [...]

c) PIB et environnement

[...] Certaines faiblesses du PIB sont, dans ce domaine, notoires, ce qui ne saurait surprendre dès lors qu'il a été conçu à une époque où cette contrainte n'était pas clairement perçue : s'il comptabilise comme une production courante la valeur des ressources naturelles mises sur le marché, il n'en est pas de même des atteintes à l'environnement parce qu'aucun agent n'en supporte les coûts (externalités négatives) ; les mesures classiques du PIN ne tiennent d'ailleurs compte ni de l'épuisement des ressources ni de la dégradation des actifs naturels ; en revanche, toutes les activités visant à remédier à ces atteintes ou à leurs conséquences négatives – en matière de santé, de confort, etc. – viennent grossir le PIB dès lors qu'elles emploient des facteurs marchands ; paradoxalement, son augmentation peut être simplement la conséquence de la comptabilisation de dépenses de réparation sans que soient défalqués les dégâts qui les ont provoqués ; bien sûr, à chaque fois qu'une ressource non marchande devient marchande (cas de l'eau) ou que l'on crée un marché pour un élément de l'environnement (« *marché du carbone* » européen), sa valeur entre dans le calcul du PIB.

Ph. Le Clézio, **Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique**, Rapport au Conseil Economique Social et Environnemental, 26-27 mai 2009

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/094000249/0000.pdf>

Note : PIN : Produit intérieur net : Produit intérieur brut moins amortissements. On déduit donc de la mesure de la production la consommation de capital fixe nécessaire à cette production.

Questions :

- 1/ Rappelez la distinction entre production marchande et production non marchande. Quel problème pose l'évaluation de la production non marchande des administrations publiques?
- 2/ Quelles sont les limites du PIB comme indicateur de bien-être mises en avant dans le texte ?

Document 7 : doc 8 p 94 du manuel (Magnard)

Document 8 : L'indicateur de développement humain

« Parmi les indicateurs dits « alternatifs » au PIB (produit intérieur brut), le plus connu est certainement l'IDH (indicateur de développement humain). Ce succès s'explique en partie par le soutien d'Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998, qui longtemps sceptique a fini par reconnaître son utilité : « Nous avons besoin d'une mesure, disait Mahbub ul Haq, aussi simple que le PNB - un seul chiffre - mais qui ne soit pas aussi aveugle que lui face aux aspects sociaux de la vie humaine. (...) »

L'IDH est l'indicateur phare mis au point par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) qui permet de classer l'ensemble des pays à partir d'un indice agrégé reflétant trois dimensions : bien-être matériel (via le PIB par habitant en PPA), la santé (via l'espérance de vie à la naissance, l'éducation (via le taux de scolarisation et le taux d'alphabétisation des adultes). (...) »

Finalement l'IDH est la moyenne simple des trois indicateurs élémentaires. (...) »

L'IDH, comme l'ensemble des indicateurs synthétiques, n'est évidemment pas exempt de critiques. En particulier, le choix relativement arbitraire de ses composantes élémentaires et des pondérations qui permettent leur agrégation en un indice synthétique. (...) Une autre critique, d'ordre plus statistique, est faite à l'IDH : sa forte corrélation avec le PIB. Cette forte corrélation pose la question de son utilité puisqu'il apporterait peu d'information supplémentaire (...) »

Enfin, et c'est celle qui nous intéresse, c'est un indicateur macroéconomique, qui ne rend pas compte des inégalités de distribution du bien-être qu'il est censé mesurer. Or, les fondements du développement humain sont les travaux de Sen qui soutiennent le fait que les caractéristiques individuelles définissent des besoins différents mais aussi les capacités à transformer un bien en un certain niveau de bien-être.

Jérôme Accardo, Fabrice Murat, Gaël de Peretti L'indice de développement humain : une approche individuelle, INSEE - 2006 –

http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/colloques/acn/pdf11/texte_accardo_de_peretti_murat.pdf

Questions :

- 1/ Pourquoi dit-on que l'IDH est un indicateur synthétique ?
- 2/ Quelles sont les limites de l'IDH ?

Document 9 : doc 9 p 95 du manuel (Magnard)

Document 10 : L'indice de richesse globale

« Après le PIB et l'IDH, voici l'IWI. Cet «Inclusive Wealth Index», ou «Indice de richesse globale» en français, est le nouvel indicateur de richesse, lancé par l'ONU le 17 juin, à l'occasion du sommet Rio+20. L'IWI a pour finalité de dépasser la seule croissance économique, pour mesurer non seulement la richesse d'un pays mais aussi son capital naturel. A l'origine de ce nouvel indicateur, le programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) et l'International Human Dimensions Programme on Global Environmental change (IHDP) précisent qu'il s'agit d'évaluer «le véritable état de la richesse d'un pays et la durabilité de sa croissance», alors que «le produit intérieur brut et l'indice de développement humain ne tiennent compte que du court terme». Ce capital naturel inclut donc l'état des ressources renouvelables et non renouvelables (pétrole, minerais, forêts, terres agricoles ou réserves de pêche).

Le classement de l'IWI met ainsi en exergue les croissances réalisées au détriment des ressources naturelles. Par exemple, si la Chine a vu son PIB augmenter de 422% entre 1990 et 2008, son capital naturel a fondu de 17% sur la même période. Résultat: son IWV n'augmente en réalité que de 45%. L'Empire du

milieu reste toutefois en tête des croissances de ce nouvel indice, devant l'Allemagne et la France (plus de 1% par an).

Autre exemple: en Afrique du Sud, le PIB a grimpé de 24% en 18 ans mais le patrimoine naturel a chuté de 33%. Son IWI a donc baissé d'1 point.

Au total, ce rapport analyse l'évolution de la situation de 20 pays entre 1990 et 2008. Ce ne sont pas exactement les pays du G20, mais ils représentent plus de la moitié de la population mondiale et plus de 70% du PIB mondial. Il s'agit de l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Arabie saoudite, l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, l'Equateur, les Etats-Unis, la France, l'Inde, le Japon, le Kenya, le Nigeria, la Norvège, le Royaume-Uni, la Russie et le Venezuela.

Le capital naturel a en moyenne très largement baissé dans ces pays (19 sur 20). Il a fondu de 20% aux Etats-Unis et de 25% au Brésil. Seul le Japon a vu une hausse, en raison du développement de ses forêts ».

Journal de l'environnement, 18 juin 2012

<http://www.journaldelenvironnement.net/article/l-environnement-integre-les-indicateurs-de-richesse,29521>



Communiqué de presse relatif au Wealth Report 2012. United Nations University. International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change

Source : <http://www.ihdp.unu.edu/article/read/press-room-iwr>

B. Les facteurs de la croissance économique

1. Croissance intensive et extensive

Document 11 : Capital, travail et progrès technique

« Pour générer la croissance, une économie peut augmenter le volume de facteurs de production utilisés, les combiner plus efficacement ou faire les deux. Dans le premier cas, la croissance nécessite un effort d'investissement en capital ou une augmentation de la population active, dans le second, la croissance

repose sur le progrès technique, qui désigne l'amélioration des connaissances permettant de mieux tirer parti des ressources utilisées pour produire, soit la capacité à produire davantage avec une quantité donnée de facteurs de production. Il est essentiel de clairement séparer ces deux contributions à la croissance. Quand la croissance repose principalement sur l'augmentation de la quantité de facteurs utilisés, on parle de croissance extensive. (...) On parle en revanche de croissance intensive, quand elle est principalement fondée sur une amélioration de l'efficacité des facteurs : les agents tirent un meilleur parti du volume de capital et de travail utilisé, grâce aux gains de productivité réalisés. (...) »

Emmanuel Buisson, *Croissance et développement économique au XXe siècle*, in A. Beitone (dir.), 2007, **Analyse économique et historique des sociétés contemporaines**, Armand Colin, Coll. U, (pp. 104-106)

Questions :

- 1/ Quelle est la définition du terme « progrès technique » qui est donnée par le texte. Pouvez-vous donner des exemples ?
- 2/ Explicitez la différence entre « croissance extensive » et « croissance intensive »

Document 12 : doc 7 p 101 du manuel (Magnard)

Questions :

- 1/ Rappelez la définition de la productivité d'un facteur
- 2/ Qu'est-ce que la productivité globale des facteurs ?
- 3/ Comment accroître la productivité globale des facteurs (PGF) ?
- 4/ Quel lien fait-on entre le progrès technique et la PGF ?

Document 13 : La fonction de production

« La croissance économique est définie comme une augmentation durable de la production au cours du temps. Représenter la croissance implique donc en premier lieu de représenter la production. Celle-ci est modélisée par une fonction de production, qui décrit la correspondance entre les facteurs et cette production.

Prenons l'exemple d'un agriculteur, qui utilise une année de son temps, un hectare de terre et un cheval pour produire une tonne de blé. Travail, cheval et terre sont les facteurs de production, le blé est le produit. La fonction de production (appelons-la F) s'écrira alors : Fonction de production (1) : $F(1 \text{ année de travail}, 1 \text{ hectare de terre}, 1 \text{ cheval}) = 1 \text{ tonne de blé}$. L'idée de ce modèle est que la production naît de la mise en œuvre simultanée des facteurs que sont le travail et le capital, terme générique désignant les instruments de tous ordres à la disposition du travailleur (ici, le cheval et la terre).

Supposons maintenant que notre agriculteur ait eu deux enfants, maintenant à l'âge adulte, qui reprennent la ferme alors que leur père se retire. Chacun s'équipe d'un cheval et ils défrichent un hectare supplémentaire de terre.

Supposons maintenant que nos deux agriculteurs s'achètent chacun un cheval supplémentaire. La production s'écrit alors : Fonction de production (3) : $F(2 \text{ années de travail}, 2 \text{ hectares}, 4 \text{ chevaux}) = 3 \text{ tonnes de blé}$

C'est parce qu'ils disposent de plus de capital (ici les chevaux) que les deux agriculteurs de l'exemple peuvent produire chacun plus que leur père. Ce processus a cependant des limites. [...]. Un agriculteur doté de deux chevaux ne produira en général pas deux fois plus qu'un agriculteur doté d'un seul cheval. Le capital est donc de moins en moins productif lorsque sa quantité utilisée par tête augmente. [...]. Dans l'exemple précédent, le second cheval est moins rentable que ne l'était le premier en ce sens que la production supplémentaire qu'il permet est plus faible. Ce mécanisme, connu sous le nom de loi des rendements décroissants, a conduit au siècle dernier certains économistes (l'Anglais Ricardo notamment) à émettre des prévisions pessimistes sur le devenir de la croissance, condamnée selon eux à s'éteindre progressivement du fait d'un arrêt de l'accumulation du capital. C'est l'introduction d'un troisième facteur de production, aux côtés du travail et du capital, qui offre la solution. [...]. Celui-ci permet de conserver les rendements d'échelle constants dans les facteurs travail et capital tout en engendrant des rendements d'échelle dynamiques : l'accumulation du capital au cours du temps ne consiste pas à empiler toujours plus d'unités de même type

(toujours plus de chevaux dans le cas de nos agriculteurs), mais à acquérir des machines de type nouveau, plus efficaces, qui assurent une constance de la rentabilité du capital malgré l'augmentation de la quantité par tête de celui-ci. Ainsi, nos agriculteurs, plutôt que d'acheter un second cheval chacun, pourraient revendre le premier cheval pour investir chacun dans un tracteur d'une valeur équivalente à celle de deux chevaux. De façon cohérente avec la théorie, l'augmentation de la production permise par ce tracteur devrait être plus élevée que celle permise par le second cheval. Par exemple : Fonction de production (4) : $F(2 \text{ année de travail, } 2 \text{ hectares de terre, } 2 \text{ tracteurs}) = 4 \text{ tonnes de blé}$

Dominique Guellec, **Les grandes questions économiques et sociales**, Editions La Découverte, 2009

Questions :

- 1/ Ecrivez la fonction de production F_2 correspondant à la situation où les deux fils prennent la succession de leur père.
- 2/ Comment expliquer que la productivité marginale des facteurs soit décroissante ?
- 3/ Expliquez la phrase soulignée dans le texte.

Document 14 : L'accumulation du capital

« Une condition nécessaire pour exploiter les possibilités offertes par le progrès technique est l'augmentation du stock de machines et d'équipements dans lesquels les progrès techniques sont incorporés, et des constructions et infrastructures au sein desquelles ils se développent. Une relation positive nette lie le niveau du produit par tête au stock de capital ; cette relation est plus forte que celle qui existe pour les autres facteurs de production. Tous les pays développés ont accumulé un vaste stock de capital physique. Dans le pays le plus avancé, les Etats-Unis, le stock de capital, jusque récemment, était bien plus élevé par habitant que dans les autres pays développés, dont le niveau de productivité était également plus faible. Cette caractéristique de l'économie américaine est nettement visible depuis qu'elle est devenue la plus avancée, autour de 1890. [...] Cette accumulation intense de capital est caractéristique des pays engagés dans un processus de rattrapage. Elle s'applique aussi bien aux États-Unis à l'époque où ils dépassaient le Royaume-Uni comme pays leader. Mais dans le pays de tête, plus proche de la « frontière technologique » (limite de nos connaissances), l'accumulation ne peut augmenter fortement sans se heurter aux rendements décroissants du capital ».

Angus Maddison, in Baumol et alii, *Convergence of Productivity*, Oxford University press, 1994, p. 45
(Traduction : A. Parienty, Manuel de Terminale SES, Nathan 2003).

Questions :

- 1/ Pourquoi peut-on dire que le progrès technique est incorporé aux biens d'équipement ?
- 2/ A partir des exemples proposés par le texte, expliquez le sens de l'expression « processus de rattrapage » ? Qu'est-ce que la « frontière technologique » ?

Document 15 : Travail et capital

« Dans une économie de cueillette très primitive, le travail était le seul élément qui permettait de produire. Très rapidement, les hommes ont dépassé ce stade. L'homme de la préhistoire utilise déjà des silex qui améliorent l'efficacité de son travail. Il combine du travail à l'utilisation de biens qu'il a préalablement produits mais qui ne sont pas destinés à satisfaire immédiatement sa consommation ; ces biens représentent son capital. Tout le progrès technique, en allongeant le processus de production et en permettant la mise au point de moyens de production plus puissants, a fait croître l'importance capitale du capital. Cependant, produire du capital suppose toujours du travail alors qu'il n'en va pas de même pour le travail. [...] on peut toujours décomposer le capital en travail effectué dans un passé plus ou moins lointain. Le capital n'est qu'un facteur de production dérivé, il n'est jamais que du travail en conserve, il est peut-être capital mais l'important c'est le travail ».

J.-M. Albertini. **L'économie en 200 schémas**. Editions de l'atelier, 1994.

Questions :

- 1/ Expliquez la phrase soulignée.
- 2/ Pourquoi le progrès technique conduit-il à un allongement du processus de production ?

Document 16 : L'investissement et la FBCF

« L'investissement correspond à l'acquisition de biens de production. Autrement dit, c'est un flux qui alimente le stock de capital. La simplicité apparente de cette formulation masque, en réalité, le caractère composite des éléments constitutifs de l'investissement tel qu'il est notamment défini par la Comptabilité nationale.

Le stock de capital est soumis à deux flux opposés, l'investissement brut et l'amortissement le premier permet d'accroître le capital par l'acquisition de biens de production ; le second correspond à l'usure, au déclassement et à l'obsolescence du capital antérieur. [...] L'investissement net correspond à la différence entre l'investissement brut et l'amortissement. La Comptabilité nationale française définit l'investissement comme la formation brute de capital fixe (FBCF), c'est-à-dire « la valeur des biens durables (à l'exception des biens de faible valeur) acquis par les unités productrices résidentes pour être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production, ainsi que la valeur des biens et des services incorporés aux biens de capital fixe acquis, aux terrains et aux actifs incorporels... ». Il s'agit donc de l'acquisition de machines, de bâtiments, etc., réalisée au cours d'une année, c'est-à-dire, pour l'essentiel, de dépenses destinées à accroître les revenus futurs de l'entreprise et à augmenter son résultat. La FBCF est réalisée par les entreprises mais aussi par les administrations et les ménages dont l'acquisition ou la production pour leur propre compte de logements est considérée comme un investissement. Tous les autres achats de biens durables des ménages (hormis les achats de bâtiments et de biens d'équipement des entreprises individuelles) sont traités en consommation finale ».

A. Brunaud. « L'investissement des entreprises », Avis et rapports du CES, n°3, mars 1998.

Questions :

- 1/ Expliquez la différence entre « investissement » et « FBCF »

Document 17 : Contribution des facteurs à la croissance économique

Taux de croissance annuels moyens du PIB (1985-2009)

	PIB (en %)	Facteur Capital (en points de %)	Facteur Travail (en points de %)	Résidu (en points de %)
Allemagne	1,1	0,5	-0,3	0,9
France	1,9	0,7	0	1,1
Etats-Unis d'Amérique	2,6	0,9	0,7	1
Japon	2,0	0,9	-0,4	1,5

Source : OCDE

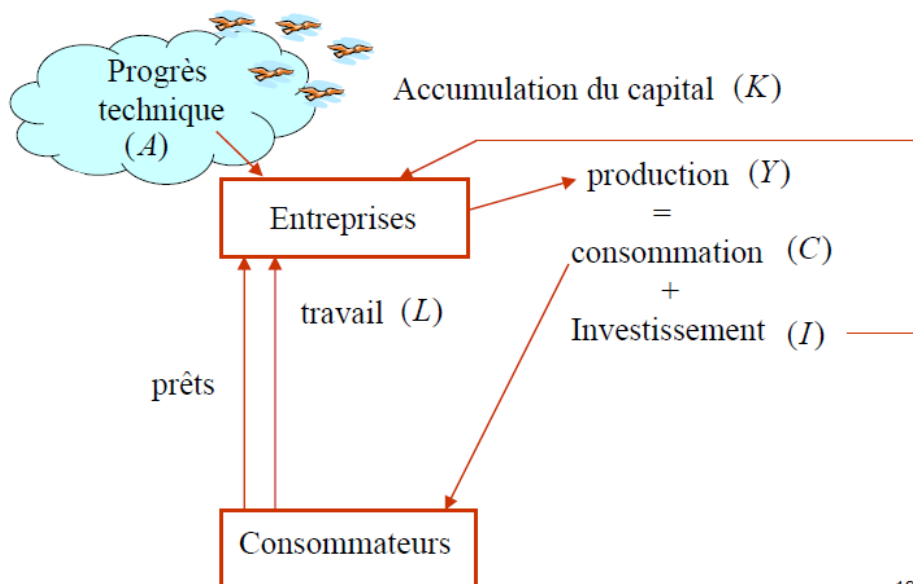
Lecture : Aux Etats-Unis, entre 1985 et 2009, le taux de croissance annuel moyen du PIB a été de 2,6%. Cette croissance s'explique notamment par l'utilisation d'une plus grande quantité de travail et de capital. Il est possible de mesurer la contribution du facteur capital (à raison de 0,9 points de PIB) et la contribution du facteur travail (à raison de 0,7 points de PIB). Sur les 2,6% d'augmentation annuelle moyenne du PIB, 1 point ne peut donc être expliqué par une augmentation de la quantité des facteurs de production utilisés.

Questions :

1/ Qu'est-ce que le résidu ? A quoi peut-on le relier ?

2/ Quel est le pays qui a connu le plus fort taux de croissance sur la période 1985-2009 ? Par quoi cette croissance s'explique-t-elle principalement ?

Document 18 : La croissance exogène



10

Questions :

1/ Pourquoi peut-on dire que dans ce schéma la croissance est exogène ?

2. Expliquer le résidu de Solow

Solow : économiste américain né en 1924 : Prix Nobel d'économie en 1987

Document 19 : Progrès technique et innovations

« Le rôle du progrès technique en économie a été particulièrement mis en évidence par Joseph Schumpeter, théoricien de l'innovation.

J. Schumpeter distingue d'abord le concept d'invention de celui d'innovation. L'invention est la découverte d'un principe nouveau ou d'un produit nouveau qui n'est pas toujours susceptible d'applications pratiques. L'innovation est la mise en application d'un principe théorique ou d'une idée nouvelle. [...] Dans les années 1930, Chester Carlson travaille chez un avocat new-yorkais où il passe l'essentiel de son temps à recopier des plaidoiries et les minutes des procès. Il est obnubilé par le désir d'inventer un système qui pourrait mettre fin à ce travail fastidieux. Pensant qu'il est inutile de se situer sur le terrain de la photographie où, pense-t-il, Kodak aurait déjà inventé le processus s'il existait, il réfléchit aux possibilités de la reproduction par contact. En 1940, il dépose un brevet sur un procédé de reproduction électrostatique. Après la guerre, Carlson cherche à exploiter son brevet, mais il ne dispose pas de fonds nécessaires au développement de son procédé. Il le propose à IBM qui refuse, le jugeant sans avenir. En 1952, une petite firme inconnue, du nom de Haloid, achète le brevet; elle change de nom et, sous la marque Xerox, met sur le marché, en 1953, la première machine à photocopier. Dans les années qui suivent, Xerox inonde le marché mondial.

Dans ce cas, on voit bien que les deux phases sont très distinctes : une phase de recherche très artisanale, aboutissant à l'invention ; une phase de développement très coûteuse qui débouche sur l'introduction de l'innovation dans le monde économique. [...]

J. Schumpeter distingue cinq grandes catégories d'innovations ;

1. La fabrication d'un bien nouveau ;
2. L'introduction d'une nouvelle méthode de production ;
3. L'ouverture de nouveaux débouchés pour un produit donné ;
4. La découverte d'une nouvelle source de matière première ;
5. La réalisation d'une nouvelle organisation.

Aujourd'hui, sans renier cette classification, on retient souvent la distinction en deux catégories principales : l'innovation de produit et l'innovation de procédé ».

J.-M. Chevalier, **Introduction à l'analyse économique**, La Découverte, 1984.

Document 20 : Innovations incrémentales et innovations majeures

« Une seconde distinction est traditionnellement opérée entre innovations incrémentales, ou mineures (amélioration de produits existants), et innovations radicales ou majeures. Selon les mots de Joseph Schumpeter, on ne peut assimiler l'amélioration de la diligence à l'invention de la locomotive. Les innovations majeures aboutissent à la création de nouveaux marchés (les disques compacts au début des années 1980 par exemple), changeant la configuration de la concurrence entre les entreprises. Les innovations incrémentales font partie du fonctionnement régulier du marché et créent plutôt des déplacements mineurs des rapports de forces entre firmes. En conséquence le degré d'incertitude attaché à chacune de ces formes d'innovation est très différent. Ainsi les constructeurs automobiles savent prévoir les gains de part de marché que leur procurera l'introduction d'une version particulière d'un modèle existant (diesel ou 5 portes par exemple). En revanche, le lancement d'un nouveau modèle reste une aventure, qui peut se terminer très mal.

D. Guellec, « *Recherche et innovation technologique* », **Ecoflash**, n° 80, juin 1993, CNDP.

Document 21 : Croissance et destruction créatrice

« Le capitalisme constitue, de par sa nature, un type ou une méthode de transformation économique et, non seulement il n'est jamais stationnaire, mais il ne pourrait jamais le devenir. Or, ce caractère évolutionniste du processus capitaliste ne tient pas seulement au fait que la vie économique s'écoule dans un cadre social et naturel qui se transforme incessamment et dont les transformations modifient les données de l'action économique. [...].

En fait, l'impulsion fondamentale qui met et maintient en mouvement la machine capitaliste est imprimée par les nouveaux objets de consommation, les nouvelles méthodes de production et de transport, les nouveaux marchés, les nouveaux types d'organisation industrielle, tous éléments créés par l'initiative capitaliste. [...].

L'ouverture des nouveaux marchés nationaux ou extérieurs et le développement des organisations productives, depuis l'atelier artisanal et la manufacture jusqu'aux entreprises amalgamées, constituent d'autres exemples du même processus de mutation industrielle... qui révolutionne incessamment de l'intérieur la structure économique, en détruisant continuellement ses éléments vieillissants et en créant continuellement des éléments neufs.

Ce processus de destruction créatrice constitue la donnée fondamentale du capitalisme: c'est en elle que consiste, en dernière analyse, le capitalisme et toute entreprise capitaliste doit, bon gré mal gré, s'y adapter ».

J.A. Schumpeter, **Capitalisme, socialisme et démocratie**, Payot, 1990 (1942)

Document 22 : Les théories de la croissance endogène

« Les travaux de Solow et de Swan, publiés en 1956, ont montré que la croissance économique est déterminée par l'intensité du progrès technique (le « résidu de Solow ») et l'accroissement de la population active, facteurs considérés tous deux comme exogènes. La théorie néoclassique met ainsi en lumière l'importance des innovations. Cependant, elle ne prévoit pas qu'une politique économique puisse influencer durablement le taux de croissance de long terme de l'économie, compte tenu du caractère fondamentalement exogène du progrès technique (et de la croissance démographique)

Les recherches menées dans les années 1980, à la suite des travaux de Romer publiés en 1986 et 1990, se sont efforcées d'explicitier les raisons du progrès technique. Les modèles de croissance endogène voient ainsi dans l'investissement privé en capital physique, les innovations technologiques, le capital humain et le capital public les sources du progrès technique, et donc de la croissance. Les connaissances revêtent un statut particulier dans ces modèles : contrairement au capital physique, dont la productivité marginale décroît dans les théories traditionnelles de la croissance, la connaissance s'accumule au fil du temps. Le savoir engendre le savoir. (...)

De la recherche naît l'invention, fondement même des connaissances. L'invention conditionne l'innovation au côté des possibilités offertes par le marché et des moyens dont dispose l'entreprise. L'innovation se diffuse et génère de nouveaux produits et de nouvelles technologies (Boyer, Didier, 1998). Elle alimente à son tour le stock de connaissances, qui bénéficie à l'ensemble des entreprises, même si, par des brevets ou simplement le secret, un innovateur peut s'approprier, pour un temps donné, la connaissance dont il est la source. L'économie bénéficie alors de rendements d'échelle croissants. Les externalités à l'origine des rendements d'échelle croissants sont analysés de façons diverses dans les modèles de croissance endogène. Ces modèles ne sont pas exempts de défauts. Ils ont néanmoins porté un nouvel éclairage sur les raisons du progrès technique, mettant en avant le rôle primordial joué par les innovations dans la croissance économique. Ils ont également réhabilité les politiques économiques comme facteurs influents de la croissance économique ».

Dorothee Brécard, Arnaud Fougeyrollas, Lionel Lemiale, Pierre Le Mouël, Paul Zagamé, **Évaluation pour la France des conséquences de l'augmentation de l'effort de R&D**, Rapport d'information du Sénat N°391 Décembre 2003

Questions :

1/ Que faut-il entendre par « croissance endogène » ? Quels sont les deux principaux mécanismes économiques qui expliquent cette croissance endogène ?

Document 23 : Croissance endogène et progrès technique

« Le progrès technique n'est pas, pour les théories de la croissance endogène, une donnée mais la résultante d'une activité de recherche et d'une accumulation du savoir. Pour Guellec et Ralle (1995), la technologie présente ainsi quatre caractéristiques qui en font le cœur de la croissance endogène :

- c'est un bien collectif, c'est-à-dire que le stock de connaissances est immédiatement disponible pour tous à un coût très bas (accès à l'information par Internet par exemple);
- c'est un bien cumulatif, car chaque découverte s'appuie sur d'autres découvertes faites dans le passé (émergence du secteur multimédia grâce aux avancées dans les télécommunications, l'audiovisuel et l'informatique);
- c'est un bien générateur d'externalités : même si les brevets assurent à leurs propriétaires un monopole d'exploitation de leurs inventions, ce monopole est temporaire et l'octroi de licences permet aux autres firmes de bénéficier également de ces procédés (développement en France des médicaments génériques);
- c'est un facteur de croissance, soit parce que la qualité des produits est améliorée (« différenciation verticale » de Aghion et Howitt, 1992) et que de nouveaux produits se substituent aux anciens ; soit parce que de nouveaux biens sont inventés (« différenciation horizontale » de Romer, 1990) et que de nouveaux marchés apparaissent (cas du téléphone mobile par rapport au téléphone fixe). En soustrayant des fonds à l'activité productive, les dépenses de recherche-développement dynamiseraient en fait la croissance économique, par leur effet induit sur le progrès technique et la productivité globale des facteurs.

D'après E. Barel et alii, **Economie politique contemporaine**, Armand Colin, Coll. U, 1997

Document 24 : Croissance et démocratie

« À l'heure actuelle, les circonstances et les politiques qui ont conduit au succès économique des pays de l'Asie de l'Est sont relativement bien comprises. Aujourd'hui, alors que diverses recherches ont mis l'accent sur tel ou tel aspect et souligné quelques légères différences, il existe une attitude largement consensuelle quant à la liste des « politiques utiles » : c'est-à-dire l'ouverture à la concurrence, l'utilisation des marchés

internationaux, une stratégie d'incitations à l'investissement et à l'exportation, un niveau élevé d'alphabétisation et d'enseignement, des réformes agraires réussies, ainsi que d'autres avancées sociales qui élargissent la participation au processus d'expansion économique. Il n'y a aucune raison de supposer que l'une ou l'autre de ces politiques ne peut se concilier avec plus de démocratie et doit forcément être soutenue par des composantes autoritaires telles que celles qui existent en Corée du Sud, à Singapour ou en Chine. En vérité, il existe des preuves accablantes démontrant que ce qui est nécessaire pour générer une croissance économique plus rapide n'est pas un système politique plus dur, mais bien un climat économique plus humain.

Pour compléter cette analyse, il nous faut aller au-delà des limites étroites de la croissance économique et regarder de près les exigences plus vastes du développement qui comprennent aussi le besoin de sécurité, tant sur le plan économique que social. Dans ce contexte, nous devons considérer le lien entre les droits civiques et politiques d'une part, et la prévention des catastrophes économiques majeures d'autre part. Les droits civiques et politiques donnent aux gens la possibilité d'attirer fortement l'attention de ceux qui gouvernent sur les besoins de tous et d'exiger une action politique appropriée. La réponse du gouvernement à la souffrance aiguë du peuple dépend souvent de la pression à laquelle il est soumis. L'exercice des droits politiques (tels que le droit de vote, le droit à la critique, à la remise en question et autres ...) peut faire une réelle différence et influencer profondément le mode d'action du gouvernement en place. J'ai, ailleurs, démontré le fait notoire que dans la terrible histoire des famines dans le monde, aucune famine ne s'est jamais produite dans un pays indépendant et démocratique, jouissant d'une relative liberté de la presse.

On ne peut trouver d'exception à cette règle, où que nous regardions : les récentes famines en Éthiopie, en Somalie, ou dans d'autres pays soumis à des régimes dictatoriaux ; les famines en Union soviétique dans les années trente ; en Chine la famine de 1958-61 avec l'échec du Grand Bond en avant ; ou à une époque plus lointaine, les famines en Irlande ou en Inde sous une domination étrangère. Bien que réussissant beaucoup mieux que l'Inde dans de nombreux domaines sur le plan économique, la Chine a néanmoins souffert d'une famine (à l'inverse de l'Inde) qui fut la plus terrible jamais enregistrée dans l'histoire mondiale: près de trente millions de personnes périrent de faim alors que la politique fautive du gouvernement ne fut pas amendée et resta même inchangée pendant trois longues années. De telles politiques n'essuyèrent aucune critique, car il n'existait aucun parti d'opposition au parlement, aucune liberté de la presse, et pas d'élections multipartites. En réalité, c'est précisément ce manque d'opposition qui a permis à des politiques complètement erronées de perdurer, bien qu'elles aient été responsables de milliers de morts chaque année. On peut dire de même en ce qui concerne les deux famines qui sévissent actuellement en Corée du Nord et au Soudan. Souvent, les famines sont associées à des événements qui ressemblent à des catastrophes naturelles, et les commentateurs choisissent fréquemment la facilité en montrant du doigt certains faits comme étant la cause des famines : inondations en Chine au moment de l'échec du Grand Bond en avant, sécheresse en Éthiopie ou mauvaises récoltes en Corée du Nord.

Néanmoins, de nombreux pays ayant des problèmes identiques, voire plus graves, s'en sortent parfaitement bien, parce qu'un gouvernement responsable intervient pour remédier à la pénurie de nourriture. Puisque les premières victimes de la famine sont les indigents, de nombreux décès peuvent être évités en créant des revenus (grâce à des programmes d'emploi lancés par le gouvernement, par exemple) ce qui rend la nourriture accessible aux victimes potentielles de la famine. Même les démocraties les plus pauvres qui ont été confrontées à de terribles inondations, à des périodes de sécheresse ou à d'autres catastrophes naturelles (comme l'Inde en 1973, le Zimbabwe et le Botswana au début des années quatre-vingt) ont été en mesure de nourrir leur population sans faire l'expérience de la disette. Il est aisé de prévenir une famine si un sérieux effort est fait pour y parvenir, et un gouvernement démocratique, confronté à des élections et aux critiques des partis d'opposition, ainsi qu'à celles d'une presse indépendante, ne peut manquer de fournir cet effort. Alors que les périodes de famine se succédèrent sous l'autorité britannique et ce, jusqu'à l'indépendance (la dernière famine, dont je fus témoin alors que j'étais encore enfant, remonte à 1943, quatre ans avant l'indépendance), leur disparition soudaine, coïncidant avec l'établissement d'une démocratie multipartite et d'une presse libre, n'a rien de surprenant ».

A. Sen, La démocratie des autres, Payot, 2005.

Questions :

1/ Pourquoi, selon A. Sen, la démocratie est-elle favorable à la croissance ?

Document 25 : Croissance et institutions

La plupart des travaux récents sur les institutions et la croissance économique insistent sur l'importance d'un groupe particulier d'institutions, à savoir celles qui protègent les droits de propriété et qui garantissent l'exécution des contrats. On pourrait les appeler institutions créatrices de marchés, puisqu'en leur absence, les marchés n'existent pas ou fonctionnent très mal. Mais le développement économique à long terme exige plus qu'une simple stimulation de l'investissement et de l'esprit d'entreprise. Il faut aussi mettre en place trois autres types d'institutions pour soutenir la dynamique de croissance, renforcer la capacité de résistance aux chocs et faciliter une répartition des charges socialement acceptable en cas de chocs.

On pourrait parler d'institutions :

- de réglementation des marchés, qui s'occupent des effets externes, des économies d'échelle et des informations imparfaites. Ce sont, par exemple, les organismes de réglementation des télécommunications, des transports et des services financiers.
- de stabilisation des marchés, qui garantissent une inflation faible, réduisent au minimum l'instabilité macroéconomique et évitent les crises financières. Ce sont, par exemple, les banques centrales, les régimes de change et les règles budgétaires.
- de légitimation des marchés, qui fournissent une protection et une assurance sociales, organisent la redistribution et gèrent les conflits. Ce sont, par exemple, les systèmes de retraite, les dispositifs d'assurance chômage et autres fonds sociaux. [...]

Les institutions sont donc essentielles dans le processus de développement. Toutefois, chaque fonction des institutions peut prendre diverses formes. [...] Quel est le juste équilibre entre concurrence et réglementation dès lors qu'il s'agit de surmonter certaines défaillances standards des marchés? Quelle est la taille appropriée du secteur public? [...]

Malheureusement, l'analyse économique n'est guère utile pour répondre à ces questions, ce qui peut paraître étonnant.

En fait, il est de plus en plus évident que les dispositifs institutionnels souhaitables sont largement influencés par des spécificités contextuelles qui résultent de différences historiques, géographiques et politico-économiques, entre autres conditions initiales. Ceci expliquerait pourquoi les pays en développement qui obtiennent de bons résultats combinent presque toujours des politiques conventionnelles et non conventionnelles.

L'Asie de l'Est a combiné une politique orientée vers l'extérieur et une intervention dans l'industrie. La Chine a greffé une économie de marché sur une économie planifiée plutôt que d'éliminer totalement la planification centrale. L'île Maurice a mis en place des zones franches industrielles plutôt que d'opérer une libéralisation générale. Même le Chili a combiné une réglementation des mouvements de capitaux et une politique économique plutôt conventionnelle par ailleurs.

Ces variations pourraient aussi expliquer pourquoi des différences institutionnelles majeures — dans le rôle du secteur public, la nature des systèmes juridiques, le gouvernement d'entreprise, les marchés de capitaux, le marché du travail et les dispositifs d'assurance sociale, entre autres — persistent dans les pays avancés d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale, ainsi qu'au Japon. En outre, il se peut que des choix institutionnels qui donnent de bons résultats dans un pays soient inappropriés dans un autre qui ne dispose pas des normes d'accompagnement et des institutions complémentaires. En d'autres termes, les innovations institutionnelles ne s'exportent pas nécessairement bien.

Dani Rodrick et Arvind Subramanian, La primauté des institutions, (ce que cela veut dire et ce que cela ne veut pas dire), Finances et développement, juin 2003.

Questions :

1/ Quels sont les types d'institutions qui paraissent importantes à la stimulation de la croissance mais aussi du développement ?

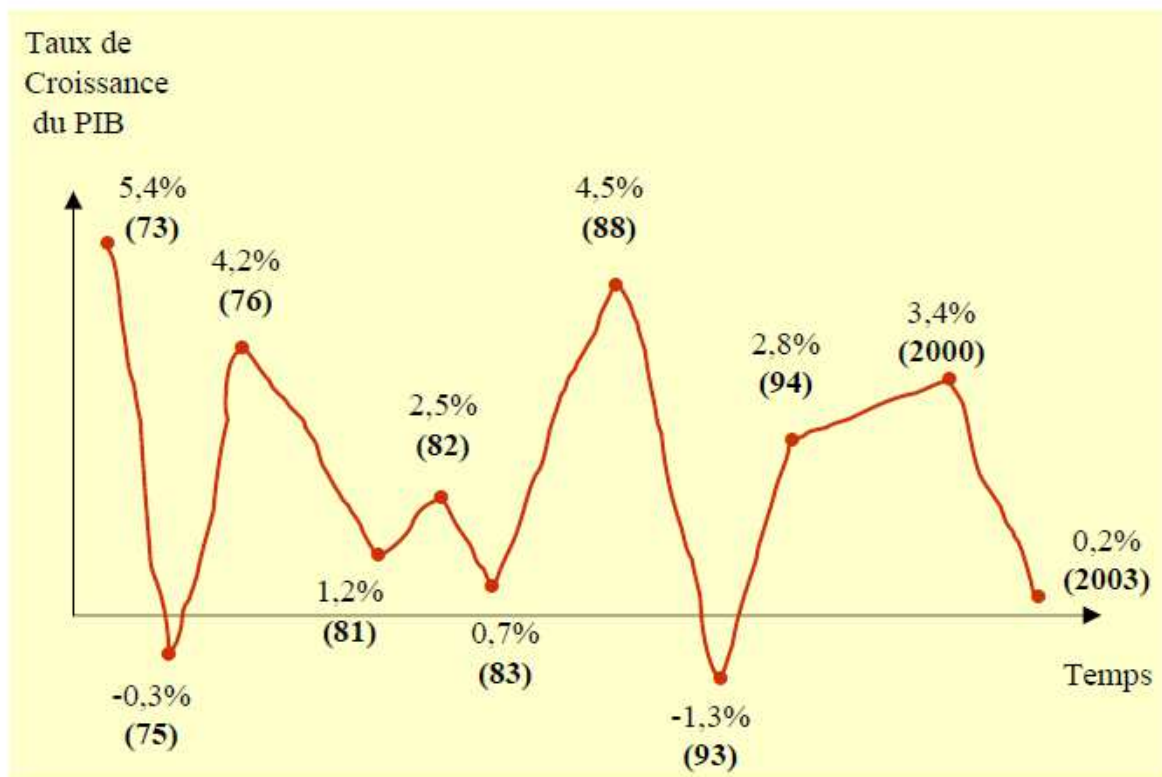
2/ D'où proviennent les différences entre les institutions des pays ? Relevez des exemples.

3/ Peut-on facilement exporter un modèle institutionnel d'un pays à un autre pour favoriser la croissance et le développement ?

II. Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?

A. Croissance effective, croissance potentielle et cycle

Document 26 : L'instabilité de la croissance en France



Source : A. Grimaud, *Ressources non renouvelables, environnement et développement durable*, Institut d'économie industrielle, Toulouse, 30 janvier 2008

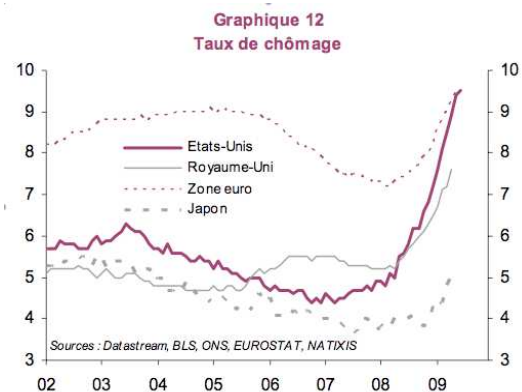
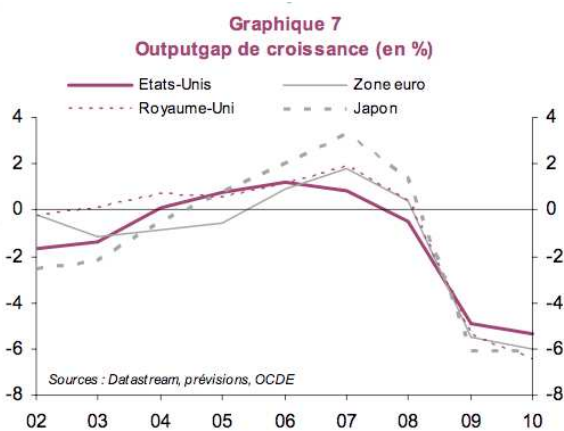
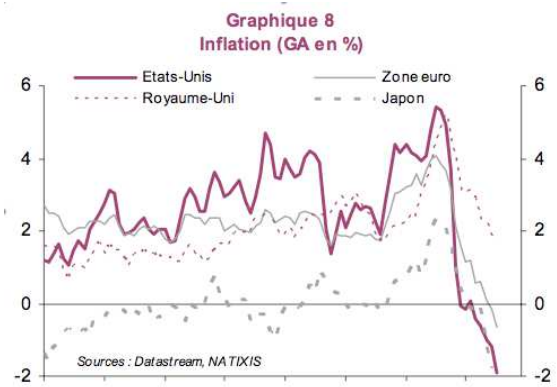
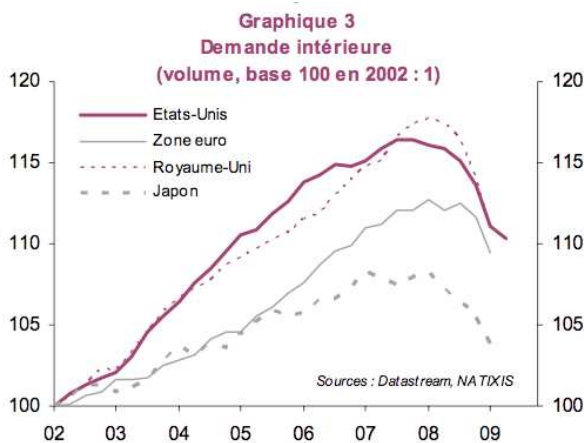
Document 27 : Les fluctuations de la croissance économique

« Au sortir de la Seconde Guerre mondiale s'ouvre une période de forte croissance économique au sein des pays de l'OCDE, d'autant plus exemplaire qu'elle succède à la crise des années 1930 et qu'elle affecte l'ensemble des pays développés (quoique de façon différenciée). Ainsi, dans le cas de la France, la période des « Trente Glorieuses » (selon l'expression de Fourastié¹) est marquée par une croissance annuelle du PIB de 5% en moyenne. Mais cette période de prospérité prend fin à partir des années 1970 pour céder la place à une longue phase de ralentissement de la croissance, entrecoupée il est vrai d'une brève reprise à la fin des années 1980. Durant les années 1990, les Etats-Unis se caractérisent par une période continue de forte expansion – avec un taux de croissance annuel du PIB de l'ordre de 4% -, tandis que les pays d'Europe continentale affrontent une sévère récession en 1993 avant de connaître à leur tour une croissance marquée entre 1997 et 2000. Après un retour de la croissance entre 2005 et 2008, le monde est [...] entré en récession, avec une croissance mondiale négative en 2009 (- 0,6%), particulièrement marquée dans la zone euro (- 4,1%) et en Russie (-7,9%), tandis que les pays émergents et en développement connaissaient un ralentissement de leur croissance économique, qui est restée toutefois positive : 9,1% en 2009 pour la Chine, 5,7% pour l'Inde, 2,6% en Afrique subsaharienne ».

¹ Jean Fourastié (1907 – 1990) : économiste français.

E. Combe, *Précis d'économie*, coll. Major, PUF, 11^{ème} édition, 2011

Document 28 : L'instabilité de la croissance



Ecart en points entre la croissance effective et la croissance potentielle

B. Choc d'offre, choc de demande et cycle du crédit

Document 29 : La réunification allemande : un choc de demande positif pour l'ex-RFA

Le cas de la réunification allemande, vue du point de vue de l'Allemagne de l'Ouest, nous fournit un choc de demande difficilement contestable. En effet, on a alors assisté à une hausse rapide de consommation, de l'investissement et des dépenses publiques des résidents d'Allemagne de l'Est, alors que la production allemande s'effondrait. Des consommateurs longtemps rationnés et anticipant des revenus accrus ont reçu un accueil empressé des banques d'Allemagne de l'Ouest, heureuses de voir affluer ces nouveaux clients potentiels (...). Ces banques étaient également ravies de financer les projets de construction de nouvelles infrastructures et autres installations des pouvoirs locaux. Ce sont les producteurs ouest-allemands, prêts à satisfaire cette hausse de la demande, qui ont le plus bénéficié de ces dépenses. (...) Au départ, la demande n'a pas provoqué de pression inflationniste significative. Ce n'est qu'après deux ans que les signes classiques de surchauffe sont apparus : revendications salariales, taux élevés d'utilisation des capacités de production, etc.

Michael Burda et Charles Wyplosz, **Macroéconomie. A l'échelle européenne**, 4^{ème} édition, De Boeck, 2006, p.383

Questions :

1/ A partir des informations contenues dans le texte, pouvez-vous formuler une définition du terme « choc de demande ». Pourquoi le choc étudié dans le texte est-il un choc de demande positif ?

2/ Quels ont été les effets de ce choc de demande positif ?

Document 30 : Le tremblement de terre au Japon de 2011

« Alors que le Japon commençait à sortir de sa phase de décélération économique début 2011 grâce à la reprise des exportations et de la production, le tremblement de terre de mars a complètement changé la donne. Ce dernier exerce désormais une pression à la baisse sur l'activité de la puissance asiatique sous la forme d'un choc d'offre, notamment par la destruction d'usines dans les zones touchées et de ruptures dans la chaîne de production. La production industrielle s'est ainsi effondrée de 15,3% en mars, selon les chiffres publiés hier par la Banque du Japon (BoJ). La chute a dépassé les craintes des économistes, qui prévoient un repli de 11% en moyenne. Au premier semestre, ce mouvement pesant sur la production devrait se poursuivre avec le risque que les pénuries d'électricité nuisent à l'activité du Japon quand la demande d'électricité culminera cet été. La BoJ a donc abaissé sa prévision de croissance du PIB, pour l'exercice 2011 (avril 2011-mars 2012), à 0,6%, contre 1,6 % estimé en janvier. Le choc d'offre entraînera à court terme des goulets d'étranglement sur certains marchés de biens et services, exerçant des pressions à la hausse sur les prix des biens domestiques, note l'institution ».

Tân Le Quang le 29/04/2011 L'AGEFI Quotidien - <http://www.agefi.fr/>

Questions :

1/ A partir des informations contenues dans le texte, pouvez-vous formuler une définition du terme « choc d'offre ». Pourquoi le choc étudié dans le texte est-il un choc d'offre négatif ?

2/ Quels ont été les effets de ce choc d'offre négatif ?

Document 31 : Un choc pétrolier : un choc de demande et un choc d'offre

« Dans les pays importateurs de pétrole, un choc pétrolier déprime l'activité en affectant les ménages et les entreprises consommatrices de pétrole. Les ménages dont le pouvoir d'achat est amputé par le renchérissement des produits pétroliers diminuent leur consommation. Les entreprises voient leurs coûts de production augmenter et leur rentabilité baisser. Elles peuvent alors choisir de limiter leur offre même si la demande ne fléchit pas. La diminution de la demande et de l'offre conduit à une diminution de l'activité ».

Rapport d'information : « La hausse des prix du pétrole : une fatalité ou le retour du politique »

<http://www.senat.fr/rap/r05-105/r05-10524.html>

Questions :

1/ Expliquez, sous la forme d'un schéma d'implication pourquoi une hausse du prix du pétrole est-elle à la fois un choc d'offre et un choc de demande

Document 32 : Crises financières et cycle de crédit

« Les crises financières surviennent dans les phases hautes des cycles économiques. A l'origine de chaque crise financière, il y a toujours un « boom », une sorte de déplacement de l'économie favorisé par telle invention, telle découverte : le décollage économique des Etats-Unis dans les années 1920, favorisé par l'application des méthodes d'organisation scientifique du travail, précède la crise de 1929, l'électronisation des opérations boursières précède le krach de 1987, Internet précède le krach de 2000, etc... Ce boom euphorise les agents et les anticipations de profit, donc les demandes de financement. Paradoxalement, c'est quand tout va bien et que la période est à l'euphorie que l'instabilité prend racine. C'est ce que notait dans les années 1980, Hyman Minsky (...) en évoquant le « paradoxe de la tranquillité ».

Dans ce contexte, en effet, les agents s'endettent massivement soutenus dans leur démarche par les banques qui, elles aussi, veulent saisir les opportunités de profit. Tous les acteurs sont dans de telles périodes incités à profiter de l'euphorie et ce faisant ils y participent et amplifient le cycle haussier. Ne pas le faire serait se priver d'un profit. Mais tous auront aussi intérêt à se retourner quand le cycle se retournera. On dit de la finance à cet égard qu'elle est procyclique : elle accompagne, voire amplifie le cycle de l'économie

réelle. Les banques et tous les autres apporteurs de fonds ouvrent grand les robinets du crédit en phase haute du cycle, alimentant par la même la croissance voire la surchauffent et symétriquement, les referment brutalement quand le cycle s'amorce, aggravant le ralentissement voire la récession. Cette procyclicité est une source majeure d'instabilité ».

Jézabel Couppey-Soubeyran, **Monnaie, banques, finance**, Puf, Coll. Licence, 2010 p.267-268

Questions :

1/ Qu'est-ce qu'un cycle économique ? Qu'appelle-t-on « phase haute du cycle ? »

2/ Expliquez la signification de la phrase soulignée dans le texte

C. Les conséquences cumulatives des crises

Document 33 : De la crise financière à la crise économique en 2008

« Entre juin 2007 et le début 2009, les banques ont perdu près de 700 milliards de dollars et les principaux indices boursiers ont chuté de 40 à 60%. La succession spectaculaire des faillites de grands établissements bancaires a pu donner l'impression que la crise n'affectait que le monde de la finance, et qu'elle ne concernait pas le quotidien des gens ordinaires. Il n'en est rien : la transmission de la crise à l'économie réelle a reposé sur deux mécanismes complémentaires. Le premier canal de transmission de la crise est la contraction de l'offre de crédit [...]. Le second canal réside dans la dépréciation des actifs, mobiliers et immobiliers. La baisse des prix de l'immobilier et la chute des cours boursiers dévalorisent les patrimoines des ménages. Ils voient donc leur richesse réelle baisser et peuvent avoir tendance à épargner davantage afin de reconstituer la valeur initiale de leur patrimoine.

Dans la plupart des pays industrialisés, [la récession se déclenche] surtout à la suite de la faillite de Lehman Brothers¹. [...] Au total, sur l'année 2009, le PIB en volume a reculé de 4% dans la zone euro (2.2% en France), de 2.4% aux Etats-Unis et de 5.2% au Japon ».

1 Lehman Brothers Banque américaine qui a fait faillite à la suite de la crise des subprimes

Nicolas Couderc et Olivia Montel-Dumont, « *Les politiques économiques à l'épreuve de la crise* », **Cahier français**, n°359, novembre-décembre 2010.

Questions :

1/ Comment la crise financière de 2007-2009 s'est-elle transmise à l'économie réelle ?

Document 34 : document 15 p 122 du manuel (Magnard)

Document 35 : document 11 p 120 du manuel (Magnard)